

Or - Là aussi, une exploration plus intensive pourrait donner d'excellents résultats. Quelques petits gisements connus sont susceptibles d'être mis en valeur. L'acquisition de technologies d'extraction et de raffinage sera essentielle. L'intérêt des pays étrangers à l'égard de l'or indien s'accroît sans cesse.

Nickel - Les gisements connus sont de piètre qualité, vu la présence concomitante de chromite de fer et de latérite. Celui de Sukinda, dans l'État d'Orissa, offre un certain potentiel.

Charbon - Le secteur du charbon n'est pas accessible à l'entreprise privée, mais le Canada a déjà contribué à la mise en valeur de ce minéral en Inde. La société Coal India Ltd. a lancé un appel d'offres international pour se procurer des installations de lavage et cherche des partenaires dans le domaine des techniques avancées d'exploitation et de mise en valeur. Compte tenu des objectifs du gouvernement en matière environnementale, la coopération technique semble également source de promesses, notamment en ce qui concerne les techniques non polluantes.

Autres caractéristiques du climat d'investissement

L'Inde est un pays en développement et les conditions d'exploitation s'en ressentent. Les pannes d'électricité sont chose courante dans ce pays, au point de réduire la consommation de 7 à 8 % chaque année. Le gouvernement veut pallier à ce problème en encourageant l'investissement étranger dans les centrales de production. Beaucoup de bailleurs de fonds potentiels ont promptement répondu à son appel.

Le gouvernement conserve, dans l'économie, un rôle directeur beaucoup plus marqué qu'au Canada. Les taux d'imposition ont été réduits et les barrières commerciales assouplies depuis dix ans et la tendance favorise un lent recul de l'interventionnisme étatique dans certains secteurs. Le taux d'imposition des sociétés étrangères qui se conforment à diverses conditions se situait, en 1994, à 55 % de leur revenu net, compte tenu des déductions disponibles. Le rapatriement des dividendes et bénéfices doit être approuvé par la Reserve Bank of India (banque centrale); cet aval s'obtient sans problème dans le cas des coentreprises où la participation étrangère ne dépasse pas 50 % du capital-actions.

La protection de l'environnement est devenue une priorité en Inde, et la plupart des projets miniers (implantations et expansions) doivent être soumis à une étude d'impact. Les prospecteurs et titulaires de baux d'exploitation sont également tenus de soumettre un programme détaillé de gestion environnementale au contrôleur général des Mines, qui relève de l'*Indian Bureau of Mines* (IBM - bureau indien des mines). La loi institue également une série d'exigences que doivent respecter les exploitations minières dans le but de protéger les milieux naturels. Les prescriptions législatives de portée nationale se rapportant à la pollution atmosphérique et aux effluents sont mises en oeuvre par des commissions créées par les États.

En 1993-1994, l'*Impact Assessment Agency* (IAA - agence d'études environnementales) a reçu 70 demandes d'évaluation relatives à des projets miniers (plus que de tout autre secteur industriel). Elle en a approuvé 41 et ordonné qu'on lui fournisse un complément d'information pour les 29 autres. L'étude environnementale se réalise généralement dans les six mois suivant la présentation d'une demande en bonne et due forme. Il faut produire un dossier très complet, mais les renseignements demandés sont de l'ordre de ceux que l'on exige de l'industrie canadienne. Tout projet doit être